

## Résumé exécutif

Les économies de la région MENA ont la plus faible proportion de femmes employées au monde et un niveau de femmes entrepreneurs tout aussi faible. Exploiter le potentiel des femmes pourrait favoriser le développement du secteur privé et stimuler la productivité, l'innovation et la croissance économique. D'après les recherches menées, on estime que la réduction de l'écart hommes-femmes dans la population active pourrait accroître le produit intérieur brut (PIB) de plus de 25 % par habitant dans les pays de la région MENA.

Les changements profonds qui se produisent depuis 2011 dans l'ensemble de la région MENA représentent une opportunité historique de mettre en œuvre un programme de réformes politiques multidimensionnelles, ciblant plus particulièrement le chômage des jeunes et des femmes, la faiblesse des institutions, la concurrence limitée et les faibles niveaux de développement du secteur privé. L'amélioration de l'accès à un appui et à un financement pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME), lesquelles représentent jusqu'à 90 % des entreprises et créent plus de la moitié des emplois dans la région, pourrait contribuer à l'activité des entreprises et à la croissance. La mise en œuvre de mesures spécifiques pour soutenir l'autonomisation économique des femmes pourrait aider à libérer l'entrepreneuriat dans la région MENA. Cette publication fournit un aperçu des problèmes entourant l'entrepreneuriat féminin, et présente des recommandations sur la manière dont ils pourraient être résolus. Elle est basée sur les statistiques disponibles sur 18 pays de la région MENA, ainsi que sur des enquêtes menées récemment par l'OCDE auprès de banques et de fournisseurs de services d'appui aux entreprises dans la région.

### **L'amélioration de la scolarisation des filles ne s'est pas traduite par une augmentation de leur emploi**

En règle générale, la région MENA manque de statistiques nationales et internationales, en particulier en ce qui concerne l'emploi et l'entrepreneuriat des femmes. Les données sur la scolarisation – qui sont relativement plus complètes – suggèrent toutefois que les progrès relatifs des femmes en matière d'éducation ne se sont pas traduits par une hausse de leur emploi et de l'entrepreneuriat féminin.

De nombreuses économies MENA ont réalisé des gains sociaux impressionnants ces dernières années. Alors que les femmes ont des niveaux d'instruction moins élevés que les hommes dans la population totale, lorsqu'on prend en compte la jeune génération, la région MENA est relativement bien classée dans les comparaisons internationales. L'écart hommes-femmes dans l'éducation a été globalement éliminé dans de nombreux pays et les femmes sont souvent plus nombreuses que les hommes dans l'enseignement supérieur. Mais les progrès varient considérablement dans la région, avec des scores plus faibles dans les pays à revenus inférieurs, tels que l'Égypte, le Maroc et le Yémen.

Bien que l'écart entre les sexes en matière de participation à la population active se soit légèrement réduit depuis le début des années 2000, la région MENA a toujours la proportion de femmes dans la population active la plus faible du monde, avec seulement 24 % des femmes qui travaillent ou qui cherchent un emploi rémunéré, contre plus de 60 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. En outre, l'écart entre les sexes en matière d'emploi dans la région MENA est presque deux fois plus élevé que celui d'autres pays à revenu faible et intermédiaire et près de trois fois supérieur à celui des pays de l'OCDE.

Le taux de chômage des femmes reste également très élevé, à environ 18 % contre une moyenne mondiale de 6 %. Les jeunes femmes sont confrontées à des taux de chômage de 40 à 50 % dans de nombreux pays MENA, même lorsqu'elles ont suivi des études supérieures.

Le tableau de l'emploi féminin est complexe. En règle générale, les femmes actives – en particulier dans les économies à revenus inférieurs – ont tendance à être plus représentées dans les postes vulnérables telles que le travail familial non rémunéré et le travail indépendant. Le secteur public est un employeur important des femmes dans toute la région, mais la stabilité de l'emploi qu'il confère se fait au prix de salaires inférieurs. L'écart hommes-femmes est relativement plus faible pour les postes requérant un haut niveau de formation.

L'entrepreneuriat peut offrir aux femmes une source de revenus alternative, et de fait, une femme sur huit (12 %) a une activité entrepreneuriale. Ce taux est toutefois nettement inférieur à celui des hommes, un sur trois, et est faible en comparaison avec d'autres régions du monde. De plus, le taux d'attrition des nouvelles entreprises détenues ou gérées par des femmes semble être considérablement plus élevé que pour leurs équivalents masculins. Cette différence pourrait s'expliquer par le fait que les femmes entrepreneurs viennent souvent de foyers à revenus inférieurs à ceux de leurs pairs masculins et qu'elles ont une expérience professionnelle antérieure moins développée. Enfin, les entreprises détenues par des femmes représentent seulement 7 % des grosses entreprises constituées en sociétés (contre 37 % dans le monde) et uniquement 1 % de celles-ci ont une femme PDG (contre 18 % dans le monde).

## **Les femmes entrepreneurs ont un accès inadéquat aux services d'appui aux entreprises**

Les cadres et les outils nécessaires pour soutenir la création et le développement des entreprises restent globalement insuffisants dans la région MENA, mais c'est encore plus le cas pour les femmes. Les femmes entrepreneurs sont confrontées à des obstacles et des contraintes spécifiques qui découlent à la fois du côté de la demande (utilisation des services de financement et d'appui aux entreprises [SAE]) et du côté de l'offre (pratiques de prêt des banques et gamme de SAE et incubateurs disponibles).

Les SAE sont essentiels pour la création et le développement des entreprises. Les prestataires de SAE aident les nouveaux entrepreneurs et les chefs d'entreprises existantes à obtenir les informations économiques, réglementaires et commerciales clés pour pouvoir prendre des décisions éclairées au moment de la création d'une entreprise ou dans le cadre de son exploitation.

L'expérience d'autres régions montre que des SAE ciblés sur les femmes sont efficaces pour améliorer l'accès au soutien pour le démarrage et la croissance de leurs entreprises, et que des approches spécifiques visant à adapter les SAE aux besoins des femmes entrepreneurs peuvent s'avérer encore plus efficaces. Les services pour les

femmes entrepreneurs de la région MENA sont cependant très limités, non seulement parce que l'infrastructure globale de soutien aux entreprises est sous-développée, mais aussi parce que les services qui sont disponibles sont souvent mal adaptés ou méconnus des femmes entrepreneurs.

Lorsqu'ils discutent des défis qui se posent pour fournir leurs services aux femmes entrepreneurs, les organismes prestataires de SAE évoquent le petit nombre de femmes entrepreneurs dans la région et leur manque de connaissance sur la disponibilité et l'importance de ces services. Plus précisément, les femmes ont tendance à se limiter aux domaines « traditionnellement féminins » de l'économie où les barrières à l'entrée sont faibles mais où il n'existe que des opportunités limitées d'avantage concurrentiel. D'autres défis sont l'expérience préalable limitée des femmes en matière de création et de gestion d'entreprise, ainsi qu'un niveau d'instruction moins élevé en particulier dans les zones rurales. De plus, pour des raisons familiales, les femmes ont besoin de calendriers de formation qui soient flexibles. Plusieurs organismes prestataires de SAE soulignent aussi un manque de financement comme facteur les empêchant de développer des programmes centrés sur les femmes.

Un peu moins de la moitié des organismes prestataires de SAE interrogés fait des efforts particuliers pour adapter, promouvoir et commercialiser leurs services aux femmes entrepreneurs. Ceux qui fournissent de tels services spécifiques ont aussi tendance à offrir une formation à la sensibilité à la question du genre à leur personnel, leurs conseillers et leurs formateurs.

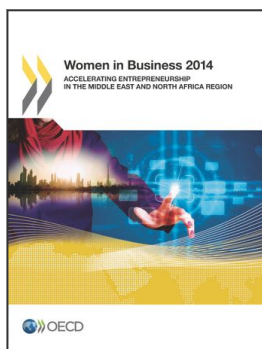
## **Réduire l'écart hommes-femmes dans l'accès au crédit et au financement**

En 2010, le Forum des Femmes Entrepreneurs (FFE) a identifié l'accès au financement des femmes entrepreneurs comme le deuxième pilier de la réforme pour augmenter l'entrepreneuriat féminin dans la région MENA. Les hommes et les femmes rencontrent tous des difficultés à accéder aux sources externes et formelles de financement dans un contexte régional où les banques sont particulièrement réfractaires au risque. Les femmes font cependant face à des difficultés particulières parce qu'elles manquent souvent de garanties et n'ont aucune expérience des crédits bancaires. Les pratiques d'autres pays montrent également que les crédits bancaires destinés aux femmes peuvent efficacement les aider à créer et développer des entreprises.

Les banques interrogées pour ce rapport sont potentiellement motivées pour investir dans des entreprises dirigées par des femmes et considèrent ce type d'entreprises comme important pour le développement de l'entrepreneuriat et la création d'emplois. Toutes disent offrir un financement aux entreprises détenues par des femmes mais seulement trois banques disposent d'objectifs annuels d'augmentation du financement accordé aux femmes entrepreneurs, et aucune n'offre de programmes adaptés ou de services et produits personnalisés pour les entreprises détenues par des femmes. Enfin, la plupart des banques ne semble pas considérer ces entreprises comme un marché possédant des besoins spécifiques, alors même que certaines font part de leur intention de développer des services et produits ciblés sur les femmes entrepreneurs dans un avenir proche. En réalité, les entreprises détenues par des femmes représentent moins de 10 % du portefeuille des crédits bancaires. Cela peut s'expliquer par le fait que, lorsqu'elles prennent des décisions financières, les banques prennent en compte essentiellement l'historique du crédit (90 %), les garanties proposées (80 %) et l'expérience professionnelle (80 %). Cela peut exclure les projets de femmes entrepreneurs compte

tenu de leur usage limité de comptes bancaires formels, de leur accès réduit aux garanties et de leur faible expérience professionnelle formelle.

Il existe aussi un besoin évident de renforcer le côté demande du crédit bancaire en améliorant les compétences des femmes à devenir « prêtes pour la banque », autrement dit à mieux répondre aux attentes des banques et à être capables de présenter leurs projets de manière convaincante. L'expansion des banques dans les services autres que le crédit, tels que le coaching d'entreprises, le conseil en comptabilité et planification financière, l'intelligence commerciale, les outils commerciaux et le développement de chaînes de valeur ajoutée, peut potentiellement permettre de véritables progrès dans la préparation des femmes aux contacts avec la banque.



Extrait de :

## Women in Business 2014

Accelerating Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264213944-en>

### Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2014), « Résumé exécutif », dans *Women in Business 2014 : Accelerating Entrepreneurship in the Middle East and North Africa Region*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264227521-3-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.